

Les députés votent un budget décevant pour la solidarité internationale et le développement

Paris, le 10 novembre : Pilier de l'action extérieure de la France en matière de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques, le budget de l'aide publique au développement (APD) vient d'être adopté à l'Assemblée nationale. Une fois encore la barre n'est pas redressée.

Élément central de la solidarité internationale, la part consacrée à la mission « aide publique au développement » s'élèvera à 2,7 milliards d'euros, ce qui représente une hausse de 100 millions par rapport à l'année actuelle. Une hausse en trompe l'œil car le budget 2017 pour l'aide au développement avait été coupé de 136 millions d'euros par le nouveau gouvernement durant l'été. En l'état actuel, ce futur budget ne donne par ailleurs pas encore le coup d'accélérateur nécessaire pour tenir les engagements du président de la République qui rappelons-le a promis de consacrer 0,55% du PIB à l'APD d'ici 2022, soit 6 milliards d'euros supplémentaires d'ici la fin du quinquennat.

Déception, c'est donc le mot pour Coordination SUD. « Les enjeux mondiaux sont tels : pauvreté, inégalités, crises climatiques, urgences humanitaires et stabilisation, que l'on se demande comment les priorités sont faites et quel monde on souhaite bâtir ! », d'après Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Il est important de rappeler la finalité de ces crédits : accès à la santé et à l'éducation, promotion de l'agriculture familiale, accès à l'eau et à l'assainissement, développement des activités économiques et infrastructures ou encore promotion de l'Etat de droit. Ces fonds permettent aussi de répondre aux crises humanitaires, de réduire les inégalités entre les sexes et de lutter contre les impacts des changements climatiques. Véritable outil de redistribution des richesses, ces sommes sont un investissement d'avenir.

« A peine deux mois après qu'Emmanuel Macron s'engage à allouer 0,55% de la richesse nationale à l'aide au développement des pays pauvres, les parlementaires votent aujourd'hui un budget qui ne permettra visiblement pas de concrétiser les engagements présidentiels. Ce décalage persistant entre les discours et les actes discrédite la parole politique et creuse le fossé entre la société civile et le gouvernement » souligne Claire Fehrenbach, administratrice de Coordination SUD et directrice générale d'Oxfam France.

La balle est à présent dans le camp du Sénat. Et parmi les pistes d'amélioration du budget, Coordination SUD demande aux sénatrices et sénateurs de renforcer la taxe sur les transactions financières et d'accroître le taux d'affectation de celle-ci à la solidarité internationale et à la lutte contre les changements climatiques.

Coordination SUD vient de publier un document visant à fournir des clefs de lecture du budget proposé sur l'aide au développement et à mettre en lumière les leviers à disposition des parlementaires durant le débat budgétaire. ([Télécharger](#))

Contact presse

Olivier Jablonski, jablonski@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 87 15 / 06 26 20 97 25

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.